

PARTENARIAT POUR LE PROGRÈS ET POUR UN AVENIR COMMUN AVEC LA RÉGION DU MOYEN-ORIENT ÉLARGI ET DE L'AFRIQUE DU NORD

1. Il y a un an, nous, dirigeants du G8, nous sommes engagés à l'égard d'un Partenariat pour le progrès et pour un avenir commun avec la région du Moyen-Orient élargi et de l'Afrique du Nord, fondé sur une coopération véritable entre le G8 et les gouvernements, les milieux d'affaires et la société civile de la région, afin d'accroître la liberté, la démocratie et la prospérité pour tous.
2. Aujourd'hui, nous reconnaissons l'intention bien arrêtée des gouvernements et populations de la région de prendre la place qui leur revient dans un monde moderne et démocratique. Nous accueillons favorablement et appuyons les mesures prises pour accélérer la réforme politique, économique, sociale et éducationnelle. Nous accueillons avec satisfaction aussi les engagements que les dirigeants de la région ont pris à l'égard de la modernisation aux Sommets de la Ligue arabe tenus en Tunisie et en Algérie. Compte tenu en outre de l'importance que revêt la région s'agissant de nos propres intérêts, il est indispensable que nous encourageons la nouvelle dynamique de changement, en prenant appui sur nos instruments existants et sur nos liens de longue date avec la région. Nous soulignons que notre appui en faveur de la réforme ira de pair avec notre engagement en faveur de la réalisation de progrès vers un règlement juste, global et durable du conflit israélo-arabe, sur la base des résolutions 242 et 338 des Nations Unies, et du rétablissement de la paix et de la stabilité en Iraq.
3. Les gouvernements et les populations de la région ont exprimé leur désir de voir la démocratie et les libertés s'épanouir davantage. Les élections nationales tenues en Afghanistan, en Iraq, au Liban et en Palestine témoignent de l'importance accordée aux principes et aux institutions démocratiques, et de ce que la démocratie est pleinement compatible avec les identités nationales et culturelles. Nous continuerons d'appuyer les efforts régionaux visant à élargir le pluralisme et la participation politiques à tous les groupes démocratiques non violents, et d'encourager tous ceux qui sont en position d'autorité de tirer parti de la nouvelle dynamique régionale pour édifier des sociétés inclusives, modernes et prospères.

4. Bien que des progrès remarquables aient été accomplis dans plusieurs pays, des défis de taille demeurent. Nombreux sont ceux dans la région qui estiment que l'amélioration de la gouvernance, le renforcement de l'État de droit, la lutte contre la corruption, la promotion de l'égalité des femmes et la libéralisation des médias sont essentiels au développement national. Nous préconisons la réalisation d'autres avancées dans ces domaines particuliers, mais également pour ce qui est de stimuler la croissance et les possibilités économiques, y compris les investissements privés nécessaires à la création des millions d'emplois dont ont besoin les jeunes de la région.

5. Nous reconnaissons que chaque pays est unique et diversifié, et que notre rôle consiste à appuyer les réformes menées à l'échelle régionale par les populations locales. Le premier Forum pour l'avenir, tenu à Rabat en décembre 2004, a établi un processus de dialogue entre les gouvernements du G8 et de la région à l'appui de cet objectif. Nous attendons avec intérêt le deuxième Forum pour l'avenir, qui doit se tenir à Bahreïn en novembre 2005, pour faire avancer davantage les travaux menés dans le cadre de ce partenariat. Nous nous félicitons des rôles de chef de file qu'ont joués le Maroc, Bahreïn et la Jordanie en tant qu'hôtes du Forum, de même que les parrains régionaux des diverses initiatives menées en vertu du Plan d'appui, et réservons un accueil chaleureux aux autres membres de la communauté internationale désireux d'adhérer à notre partenariat.

6. Nous sommes favorables aux travaux menés par les ministres de l'Éducation et des Finances du G8 et de la région en vue d'approfondir la coopération dans le cadre du Plan d'appui agréé à Sea Island. Les réunions historiques tenues plus tôt cette année en Algérie et en Jordanie dans le but d'élaborer des cadres d'action pour l'alphabétisation et de moderniser les systèmes d'éducation en fonction des besoins du XXI^e siècle témoignent des nouveaux horizons que nous explorons conjointement. La création du Réseau de fonds, celle d'un Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'établissement d'un centre régional de pratiques exemplaires dans le domaine de la microfinance, et la mise sur pied de centres régionaux d'entrepreneuriat sont autant d'expressions tangibles de notre partenariat.

7. Cependant, il est essentiel que les pays de la région investissent dans leur propre avenir et s'entraident. Tout comme le FMI et la Banque mondiale, nous reconnaissons

l'importance que revêt un investissement régional soutenu dans la réforme structurelle et dans la poursuite de la transition vers des économies diversifiées, animées par le secteur privé. Conjugué à des mesures visant à gérer les coûts sociaux de la transition, l'objectif est de permettre à la population de la région de bénéficier pleinement de la mondialisation. Nous nous tenons prêts à épauler les efforts déployés pour lever les obstacles à la croissance dans la région, notamment grâce à la libéralisation du commerce et de l'investissement à l'échelle régionale, au renforcement des systèmes financiers, à la réforme réglementaire, à de saines politiques macroéconomiques et à l'intégration économique régionale. Parallèlement à des politiques régionales visant à améliorer la qualité de l'éducation et à faciliter l'accès à la formation professionnelle, ces mesures renforceront la capacité des entreprises d'améliorer la compétitivité de la région au plan mondial.

8. La capacité qu'ont, dans les limites du droit, la société civile et le monde des affaires de coopérer avec les gouvernements pour renforcer l'environnement démocratique, consolider les libertés fondamentales et améliorer les systèmes de responsabilisation et de transparence est indissociablement liée à l'avenir de la région. Les Dialogues avec la société civile et le monde des affaires ont pour objet d'accroître le rôle que jouent ces intervenants dans le développement régional et national. Le Dialogue pour l'aide à la démocratie vise à appuyer les programmes de démocratisation en réunissant des groupes intéressés du G8, de l'UE et de la région. Nous préconisons que les Dialogues favorisent aussi le rôle des femmes par l'entremise de la réforme politique, éducationnelle et économique. Au Forum pour l'avenir qui se tiendra à Bahreïn en novembre, nous comptons travailler ensemble sur les recommandations issues de ces Dialogues et favoriser la réalisation d'autres progrès, dans ces domaines et dans d'autres, en 2006 et au-delà.